

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Séance plénière du mercredi 27 septembre 2006 à 9 h 30

"Le mode de financement des régimes de retraite"

Document N°8

<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

Les moyens de financement des régimes
autres que ceux envisagés en 2003

Extrait du troisième rapport du COR
« Retraites : perspectives 2020 et 2050 »

Mars 2006

CHAPITRE 4 – LES MOYENS DE FINANCEMENT DU SYSTEME DE RETRAITE

III - Les moyens de financement des régimes autres que ceux qui ont été envisagés en 2003

Le tableau ci-dessous rappelle les besoins de financement du système de retraite en 2020 et en 2050, selon différentes hypothèses de taux de chômage et selon que l'on prenne ou non en compte les mesures qui avaient été annoncées dans l'exposé des motifs de la loi de 2003.

Besoin de financement en points de PIB selon l'hypothèse de taux de chômage, avant et après les mesures de financement envisagées en 2003 (1)

	2020	2050
Taux de chômage de 4,5% à partir de 2015		
Besoin de financement avant les mesures envisagées en 2003	-0,8	-3,1
Besoin de financement après les mesures envisagées en 2003	0,0	-1,6
Taux de chômage de 7% à partir de 2015		
Besoin de financement avant les mesures envisagées en 2003	-1,3	-3,6
Besoin de financement après les mesures envisagées en 2003	-0,4	-2,5
Taux de chômage de 9% à partir de 2015		
Besoin de financement avant les mesures envisagées en 2003	-1,6	-4,1
Besoin de financement après les mesures envisagées en 2003	-1,0	-3,5

(1) Redéploiement de l'UNEDIC à la CNAV et augmentation des contributions aux régimes de la fonction publique.

Source : COR, 2005

Ces résultats montrent que, si la situation sur le marché du travail ne s'améliore pas très significativement (ou sauf bonnes nouvelles du côté de la productivité notamment), des besoins de financement devraient apparaître dès 2020, même dans l'hypothèse d'une hausse de cotisation vieillesse gagée par une baisse de cotisation de la branche chômage et d'un accroissement des contributions aux régimes de la fonction publique. Les besoins de financement seraient accrus en 2050.

La réflexion sur les choix possibles pour assurer le financement des retraites, au-delà de ce que la réforme de 2003 met en œuvre, doit donc être poursuivie.

L'examen des hypothèses de financement jusqu'en 2020 envisagées en 2003 a été largement développé dans le rapport. Il doit être complété par un examen d'hypothèses alternatives pour 2020 ainsi que d'hypothèses de financement au-delà de 2020, puisque l'horizon de projection du rapport est 2050.

L'examen d'hypothèses alternatives de financement avant 2020 est rendu nécessaire notamment par la variété des hypothèses à envisager, en particulier pour le chômage et la productivité, et par le fait qu'une part importante du financement repose sur des hausses de cotisation ou des contributions des employeurs publics qui peuvent être estimées excessives par certains.

Cet examen doit notamment prendre en compte les nouvelles orientations en matière de finances publiques, confortées par la tenue annuelle d'une Conférence nationale des finances publiques et la création d'un Conseil d'orientation des finances publiques. Lors de la première Conférence nationale en janvier 2006, l'accent a été mis sur la nécessité d'un désendettement public progressif et important, avec l'objectif de ramener la dette publique de 66% à 60% du PIB à l'horizon 2010. Pour atteindre cet objectif, le Premier ministre a fixé des normes de progression des dépenses publiques : évolution des dépenses de l'Etat selon l'inflation moins 1 point, évolution des dépenses des collectivités locales selon l'inflation et évolution des dépenses de sécurité sociale selon l'inflation plus 1 point.

Par ailleurs, dans une perspective d'équité entre les cotisants, il est difficile de ne pas imaginer que la nouvelle étape de hausse de la durée d'assurance prévue en 2008 ne s'accompagne de questions sur l'évolution des régimes spéciaux des entreprises publiques dont la réglementation n'a jusqu'ici pas évolué.

En outre, comme il a été indiqué ci-dessus, après 2020, aucune décision n'a été prise sur la poursuite de l'élévation de la durée de cotisation si l'espérance de vie continue à augmenter. La question d'un partage au-delà de 2020 des gains d'espérance de vie réalisés après cette date doit faire l'objet de réflexion dès lors que l'horizon de projection est 2050.

Les autres alternatives de financement ainsi que les questions signalées au cours du présent rapport seront examinées plus largement dans le rapport que le Conseil va préparer pour la fin de l'année 2006 sur les enjeux de l'étape 2008.